



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 27 MAI 2024

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 21 mai 2024, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 27 mai 2024 à 19h00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Jean-Michel LEGRAND, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Jean-Henri LAURENT, Sylvie CHARDEYRON, Olivier ROBIN, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Séverine DEBUS donne pouvoir à Olivier ROBIN

Nathalie ROMANET donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,

Umus PERRONE. Excusée

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,

Thomas GIRARD.

Dès le dépôt du permis d'aménager du lotissement de la Fontaine Saint-Amand par la SEMCODA, que la totalité des voiries et des équipements communs, réalisés aux frais de la SEMCODA, seraient rétrocédés à la commune à titre gratuit pour être intégrés au domaine public communal.

Une convention avait été signée, actant cet engagement entre la commune de Nantua et la SEMCODA en date du 26 septembre 2011. Il avait été convenu que la rétrocession n'interviendrait qu'à compter de la construction d'au moins 13 maisons. Plusieurs réunions ont eu lieu lors desquelles des interventions ont été demandées à la SEMCODA avant d'acter la rétrocession : entretien des espaces verts, dépose des logettes des stockages poubelles et évacuation des déchets sauvages, réfection des marquages aux sols, inspection caméra des réseaux eau et assainissement et réparation des désordres constatés

L'ensemble de ces réserves ayant été levées suite à une réunion en date du 07 mars 2024, il a été convenu de procéder à la rétrocession des parcelles cadastrées section AD numéros :

720,723,728,733,734,736,740,742,743,747,752,753,754,760,765,774,775,776,777, 782,783,784,785,786,787,792, 793,794,795,796,798,799,800,804 et 806, lesquelles correspondent à la voirie, aux espaces verts et aux équipements communs du Lotissement de la Fontaine Saint-Amand.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Cela étant exposé, il est demandé au Conseil Municipal, ap
L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES PRÉSENTS :

Envoyé en préfecture le 04/06/2024

Reçu en préfecture le 04/06/2024

Publié le 04/06/2024

ID : 001-210102695-20240527-DR202443-DE



- **APPROUVE** la rétrocession à titre gratuit pour intégration au domaine public communal des parcelles cadastrées section AD numéros :
720,723,728,733,734,736,740,742,743,747,752,753,754,760,765,774,775,
776,777, 782,783,784,785,786,787,792, 793,794,795,796,798,799,800,804 et
806, lesquelles correspondent à la voirie, aux espaces verts et aux équipements
communs du Lotissement de la Fontaine Saint-Amand et appartiennent à la
SEMCODA.
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour effectuer toutes les démarches
nécessaires et à signer tous documents et tous actes à intervenir en vue de la
bonne réalisation de ce dossier.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du
conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET



Le Secrétaire de séance,
Suzy CASSAR

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.